

Cet article est paru dans le n° 231 d'*A Contre-Courant (ACC)* de février 2012. En ce qui concerne les *indignados* il reste le seul texte proposant une vue d'ensemble du mouvement dans les premiers six mois de son existence. Le mouvement espagnol a confirmé depuis ses potentialités de radicalisation et de jonction des jeunes avec les salariés en activité et avec les chômeurs.

De la Puerta del Sol à Wall Street

Depuis le krach financier de l'automne 2008, inexorablement, la crise structurelle du capitalisme s'aggrave sous l'effet de la poursuite des politiques qui en ont préparé les conditions. Simultanément, par le développement du chômage et de la précarité, par l'austérité salariale renforcée, par les coupes claires dans la protection sociale qui revient à réduire le salaire social, par l'austérité budgétaire à laquelle sont soumis les appareils d'État synonyme la dégradation constante des équipements collectifs et des services publics, ces mêmes politiques dégradent les conditions d'emploi, de travail et d'existence de parts de plus en plus importantes du monde salarial, plongeant des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté, la misère et la désespérance en Europe tout comme en Amérique du Nord, tandis que s'accroissent les inégalités sociales de tout type dont bénéficie une minorité de privilégiés, bénéficiaires de hauts revenus et titulaires de gros patrimoines. Et, pourtant, sans être inexistantes, les réactions des populations ainsi agressées sont partout restées en deçà de ce qu'on pouvait en at-

tendre, en tout cas incapables d'infliger un coup d'arrêt à la dégradation continue de leur propre sort et encore moins de renverser ou même seulement de rééquilibrer le rapport de forces en leur faveur. Il s'agit dès lors de comprendre pourquoi il en est ainsi et, si possible, de déterminer les voies et les moyens qui permettraient de voir renaître un mouvement populaire offensif, capable de rouvrir des perspectives de rupture avec la dynamique mortifère du capitalisme contemporain.

Cet article ne remplira qu'une toute petite partie de ce programme, en se penchant sur deux des réactions les plus récentes à l'offensive du capital, celle des *indignados* espagnols qui s'est développée de la mi-mai 2011 jusqu'à l'automne, et celle connue sous le nom générique de *Occupy Wall Street (OWS)* ou *Occupy* tout court qui a débuté à la mi-septembre 2011 à New York, s'y est étendu à des centaines de localités de toutes tailles aux États-Unis et qui s'y poursuit encore actuellement dans quelques-unes d'entre elles, notamment sur la côte Ouest. Ce choix se justifie par un certain nombre de spé-

cificités de ces mouvements et l'écho qu'ils ont suscité en d'autres pays (Grande-Bretagne, Grèce, Israël, etc.) [1]. Il ne m'est évidemment pas possible de revenir sur toutes les circonstances et péripéties de ces mouvements, que je présupposerai connues en gros ; et je devrai me contenter d'en présenter une épure, en n'en retenant que les traits saillants qui m'ont semblé le plus dignes d'intérêt [2]. Un prochain article s'attardera sur la situation en Grèce. Après quoi, sur la base des enseignements tirés de l'analyse de ces différents mouvements, je tâcherai de répondre aux questions générales précédentes.

DES LIMITES EVIDENTES

Qui survole ces deux mouvements ne peut qu'être frappé par la conjonction de deux traits contraires : ils ont présenté à la fois d'évidentes limites, dont certaines se sont maintenues en même temps qu'un incontestable potentiel de radicalisation qui s'est actualisé pour partie, en certaines circonstances, au cours de leur développement. Leurs limites ont été elles-mêmes de différents ordres.

Elles se sont manifestées en premier lieu quant à leur contenu politique, que résume en un sens le terme d'« indignation » qui a servi de marqueur identitaire au mouvement espagnol [3], concurremment à celui de 15 - M (en référence au 15 mai, date du début du mouvement). Ces mouvements auront manifesté un ras-le-bol général contre les effets des politiques néolibérales conduites depuis trois décennies dans tous les États capitalistes centraux. Ils auront ainsi exprimé une révolte contre la dégradation de la situation de l'emploi (la persistance d'un fort taux de chômage, le développement de la précarité), contre le creusement des inégalités

sociales de tous types, contre l'extension de la pauvreté et de la misère et l'accaparement d'une part sans cesse grandissante de la richesse sociale par une toute petite minorité de « nantis » qui en est le corollaire (cf. le slogan unificateur d'OWS « *nous sommes les 99 %* » en référence aux 1 % qui accaparent richesse, pouvoir et prestige), contre la « financiarisation » de l'économie (d'où l'idée primitive d'occuper Wall Street – reprise à Londres sous forme d'une occupation éphémère de la cathédrale Saint-Paul à Londres pour protester contre la City), etc. En somme, il s'est essentiellement agi d'une révolte anti-néolibérale, dans la lignée des mouvements antimondialistes ou altermondialistes qui se sont développés au cours de la décennie écoulée.

Cette tonalité anti-néolibérale se retrouve dans les revendications portées par ces mouvements d'une re-régulation de l'économie (par exemple d'une intervention de l'État pour interdire les « licenciements boursiers » ou les expulsions des ménages incapables de rembourser leur prêt immobilier, pour renforcer les dispositions du code du travail protégeant les salariés, pour contrôler l'activité des banques, etc.) et d'une redistribution des revenus (d'une réforme de la fiscalité pour la rendre plus efficace et plus progressive, du rétablissement d'un État social digne de ce nom). La même tonalité se retrouve dans les revendications d'audit de la dette publique pour préparer et justifier la récusation de sa part « illégitime », de nationalisations des banques renflouées, d'institution d'une taxation des transactions financières internationales, etc.

Ces revendications anti-néolibérales se sont accompagnées et renforcées de celle d'une « *Démocratie réelle maintenant !* » selon la formule

des *indignados* qui a pu cependant se comprendre de manière plus ou moins radicale : pour les uns, il s'agissait d'une simple moralisation de la vie publique de manière à en écarter les éléments corrompus (en contrôlant par exemple le financement des partis politiques, les revenus et patrimoines des élus) ; d'autres exprimaient ainsi le souhait d'un État plus proche des citoyens et de leurs préoccupations quotidiennes (par réforme de la loi électorale pour rendre les assemblées représentatives plus... représentatives, par introduction de procédures de contrôle citoyen sur ces assemblées, par recours au référendum pour ratifier ou non des lois importantes) ; d'autres encore revendiquaient ainsi la reprise directe en main de la chose publique par les citoyens (allant de la démocratie participative à la démocratie directe accomplie et généralisée), sans peut-être nécessairement avoir conscience que cela impliquerait le dépassement des formes politiques existantes (dont l'État démocratique) et, plus largement, des rapports sociaux capitalistes auxquels elles servent de cadre et d'appui institutionnel.

En somme, il s'est agi d'une vaste révolte contre l'establishment économique (notamment financier), politique (les politiciens qui ont organisé et accompagné le processus de mondialisation libérale responsable de la crise actuelle, qui sont devenus les laquais des « *marchés* » et ne défendent pas ou plus l'intérêt général : « *Ils ne nous représentent pas !* » scandaient les *indignados* espagnols) et médiatique (les médias ayant encensé les uns et les autres tout au long des trois à quatre dernières décennies). Là encore, un slogan des *indignados* a parfaitement résumé cette révolte multipolaire : « *Nous ne sommes pas des marchandises entre les mains des poli-*

ticiens et des banquiers. »

À ces limites de contenu sont venues s'ajouter, en deuxième lieu, celles concernant les formes du mouvement. En Espagne comme aux États-Unis, celui-ci s'est principalement traduit, outre des manifestations de rue périodiques, par l'occupation permanente de lieux publics, notamment de places ou des parcs, transformés en agoras par l'organisation d'un débat politique quasi permanent et, plus largement, d'une microsociété alternative (avec des comités organisant les débats et les occupations, prenant en charge la sécurité des participants, leur assistance médicale, organisant la cantine, un centre de presse, une bibliothèque, etc.), donnant ainsi l'exemple d'expériences d'auto-organisation collective de la vie sociale dans un cadre spatio-temporel limité, le tout dans une atmosphère d'effervescence conviviale et festive.

Pour élaborer une critique collective des politiques néolibérales et les revendications consécutives, il n'en fallait sans doute pas plus. Mais c'était ignorer qu'inévitablement le mouvement aurait à faire face, à un moment ou à autre, à la violence policière, sous forme de simples provocations ou de répression féroce des occupations et des manifestations de rue, dans le but de les faire cesser. Et c'était livrer par conséquent le mouvement à cette violence sans l'y avoir préparé. Pour une partie du mouvement, par naïveté ; pour une autre partie, par absence d'expérience et de réflexion ; pour une partie par choix délibéré de la désobéissance civile non-violente. La limite n'est pas ici dans le choix de la non-violence mais dans l'absence de toute anticipation de l'inévitable affrontement avec l'État dans sa face répressive ainsi que dans l'absence par conséquent de toute préparation à une riposte (fût-elle

non violente) à cette situation.

Ces limites de contenu et de forme sont en rapport, en troisième lieu, avec celles concernant la composition sociale de ces mouvements. Les observateurs ont été attentifs à la diversité sociologique de cette dernière, mêlant des personnes de diverses conditions : des jeunes prolétaires, des salariés statutaires, des chômeurs de tous âges et catégories, des retraités, etc. De même ont-ils relevé à juste titre que ces mouvements se sont attiré la sympathie d'une large majorité de la population ; ce dont a témoigné le succès des manifestations de rue qu'ils ont organisées. Il s'est donc clairement agi de mouvements pluri-classistes, tant pas leurs participants que par leurs soutiens.

Mais les observateurs ont été peu nombreux à remarquer, dans le cas des *indignados* comme dans celui d'*Occupy*, la présence sinon majoritaire du moins hégémonique de jeunes issus des couches moyennes et inférieures de l'encadrement [4]. Il s'agit de cette classe que l'on désigne habituellement bien qu'improprement et confusément par les expressions de « *couches moyennes salariées* » ou de « *nouvelle petite-bourgeoisie* », composée de l'ensemble des salariés qui exercent des fonctions d'encadrement (de conception, d'organisation, de contrôle) des activités d'autres salariés ou de parties plus ou moins importantes de la population, fonctions par lesquelles se trouvent assurées les conditions immédiates ou générales de la reproduction des rapports capitalistes d'exploitation et de domination [5]. Ceux des éléments de cette classe qui ont joué un rôle hégémonique dans les mouvements ici analysés sont des jeunes ayant suivi un cursus scolaire et universitaire (au moins jusqu'en fin de premier cycle), disposant donc d'une formation générale

et professionnelle supérieure, et cependant voués au chômage (quelquefois de longue durée) (40 % de chômeurs parmi les moins de vingt-cinq ans en Espagne !), aux emplois précaires successifs et sans rapport avec leur qualification, sans perspective de carrière. Ils sont menacés par conséquent de déclassement (et par rapport à leurs proches : parents, aînés, amis, voisins etc., et par rapport aux espoirs de postes et de carrières soutenus par leurs études) et de paupérisation, voire de prolétarianisation. Et ce d'autant plus que certains (du côté des OWS surtout) se sont lourdement endettés pour mener leurs études (trente-six millions de personnes sont endettées aux États-Unis du fait de leurs études antérieures [6], quelquefois sur vingt voire vingt-cinq ans, l'encours de cet endettement atteignant actuellement près d'un milliard de milliards de dollars aux USA, dépassant celui des dettes contractées par l'usage des cartes de crédits par les ménages états-uniens) [7]. C'est cette jeunesse dont l'avenir a été gravement compromis par les conséquences des politiques néolibérales qui a été au cœur de la révolte des *indignados* et d'OWS. En quoi ces mouvements rappellent et prolongent également les mouvements antimondialistes ou altermondialistes des années 2000 [8].

Charles Reeve a cependant eu tort, dans son article, de généraliser et de radicaliser les tendances précédentes en parlant à leur sujet de « *prolétarianisation des "classes moyennes"* » (passons sur l'usage du terme fourre-tout et passe-partout de « *classes moyennes* », même assorti de guillemets), voire de « *progressive disparition des dites "classes moyennes"* » pour ce qui n'est que déqualification et paupérisation (d'un point de vue objectif), absence d'horizon et désespé-

rance (d'un point de vue subjectif) pour une part grandissante de leurs membres. Ce qui est déjà suffisant pour alimenter une révolte individuelle voire une rébellion collective.

LES ELEMENTS

DE RADICALISATION.

Les éléments et facteurs précédents de limitation devaient être soulignés pour éviter toute surévaluation de ces mouvements et a fortiori tout fétichisme à leur égard. Ils ne sont cependant pas rédhibitoires et ne doivent pas inversement justifier indifférence ou mépris. D'autant plus que, dans le cours de ces mouvements, des éléments de radicalisation y sont apparus, les uns simplement potentiels, les autres actualisés à des degrés divers, qui ont été autant de facteurs de transgression des limites précédentes, sans pour autant les faire disparaître.

Là encore, ces éléments sont repérables à différents niveaux d'analyse. En premier lieu, dans les formes qu'ont pu prendre ces mouvements. De nombreux analystes ont souligné ce qui avait déjà frappé dans le cas des mobilisations du « *printemps arabe* », à savoir l'usage et le détournement des « *réseaux sociaux* » électroniques (Facebook, Twitter) pour les mettre au service de la contestation sociale. Mais ce n'était là qu'un aspect mineur d'une exigence plus large et plus fondamentale de démocratie directe, conduisant à préférer des organisations horizontales (en réseaux) plutôt que verticales (en faisceaux), que l'on a retrouvé dans l'élément incontestablement le plus intéressant, le plus porteur de radicalité sur le plan formel, de ces mouvements, qu'aura été leur caractère antihierarchique et antiautoritaire, ne donnant lieu à aucune délégation et encore

moins aliéné de la parole et du pouvoir collectifs, n'autorisant l'émergence ni de chefs ni de porte-parole autoproclamés. Que des mouvements sociaux soient capables d'expérimenter des semaines durant une pratique de démocratie directe de type assembléiste sans phénomènes ou structures de captation de la parole, de la décision et de l'action collective est suffisamment rare pour être souligné. En soi, cet élément seul a été de nature à assurer l'audience de ces mouvements et sa croissance numérique, en s'assurant la sympathie d'une majorité de citoyens rassurés par l'absence de risque de manipulation ou de récupération par les anciens appareils politiques ou syndicaux, voire par les politiciens professionnels. Et c'est encore cette exigence de démocratie directe que l'on retrouvera dans le haut degré d'auto-organisation dont ces mouvements ont fait preuve en constituant des micro-sociétés conviviales temporaires, se réappropriant des lieux publics pour les mettre au service de la discussion, délibération et décision collectives.

En restant toujours au plan de leur forme, il faut également souligner cette autre caractéristique de ces mouvements (qui n'a pas peu contribué à leur succès) qu'a été leur capacité à gérer le temps : à évoluer en se transformant, en se renouvelant dans ses formes d'action, de manière à durer le plus longtemps possible. Le mouvement des *indignados*, pour en rester à lui, débute par l'occupation permanente de quelques places publiques symboliques des principales villes (la Plaza de la Puerta del Sol à Madrid, la Plaza Catalunya à Barcelone, etc.) pendant une première quinzaine, avant de décider de se décentraliser dans les différents quartiers périphériques, puis de faire à nou-

veau converger l'ensemble des participants vers une place centrale (la Puerta del Sol à Madrid) le 19 juin ; dans les semaines suivantes seront organisées six marches sillonnant l'Espagne, qui convergeront sur Madrid le 24 juillet puis une marche internationale de Madrid à Bruxelles via Toulouse et Paris entre fin juillet et début octobre, le tout se soldant par des manifestations monstres dans toutes les grandes villes espagnoles le 15 octobre à l'occasion d'une grève générale.

Il n'en est que plus remarquable que, en dépit de cette inventivité et de cette capacité à créer des formes d'action et d'organisation assurant leur autonomie, ces mouvements ne soient pas parvenus (du moins pour l'instant, parce qu'ils n'ont pas dit non plus leur dernier mot) à donner naissance à des structures permanentes qui permettent aux occupations (nécessairement limitées dans le temps, ne serait-ce que pour des raisons météorologiques, et dans leurs effets politiques au sens large) de se transformer et de s'enraciner dans les terrains potentiellement les plus fertiles : les entreprises, les services publics, les administrations, les quartiers populaires. Ce qui pose la question de leurs relations avec les syndicats, les organisations populaires et, par-delà, celle de la composition de classes du mouvement sur lesquelles je reviendrai plus loin.

Mais des éléments de radicalisation sont également apparus, en deuxième lieu, dans le contenu politique de ces mouvements. Au demeurant, la modération relative de leurs revendications, précédemment soulignée, n'a pas présenté que des inconvénients : tout comme leur exigence et leur pratique effective d'une démocratie directe, elle a pu contribuer à ce qu'une large part de la population puisse ra-

pidement se reconnaître en eux, en leur assurant ainsi de conquérir immédiatement une certaine légitimité, embryon possible de la formation d'une nouvelle hégémonie [9]. Elle n'aura en tout cas pas empêché que, la dynamique du mouvement aidant, des revendications démocratiques originelles, on glisse vers des revendications nettement plus radicales. Ainsi, dans les manifestations des *indignados* du 19 juin, on aura déjà vu des banderoles protestant « *Contre la crise et le capital* » et proclamant « *Non au pacte de l'euro* » [10]; et la banderole de tête de la manifestation du 15 octobre à Grenade annonçait clairement la couleur : « *Contre la dictature du capital. Pour un changement de système.* » [11]

Mais, logiquement, la radicalisation n'en est pas restée simplement au niveau des slogans, passant de la parole aux actes. Dans le mouvement des *indignados*, par exemple, on est passé de l'exigence d'un moratoire des saisies immobilières à des mobilisations sur le terrain contre les expulsions de ménages incapables d'honorer leur dette immobilière et contre la nécessité qui leur est faite de rembourser des sommes astronomiques du fait de leur défaut de paiement. Idem du côté d'OWS : là encore, des actions ont été menées pour s'opposer à des expulsions, en venant occuper des logements menacés de saisie mais aussi en réquisitionnant des logements vides devenus propriétés des banques pour y reloger des expulsés ou des SDF, et ce dans les quartiers populaires de plus de vingt-cinq villes début décembre 2011, en liaison avec les associations de ces quartiers, une pancarte proclamant « *Saisissons les banques, pas les maisons!* » [12].

Ces éléments de radicalisation dans les formes et les contenus de ces mouvements ne sont pas sans rapport, en

troisième lieu, à titre aussi bien d'effets que de causes, avec l'élargissement de leur composition de classe, avec une présence plus importante et une participation plus active d'éléments du prolétariat, les uns plutôt déclassés (jeunes sans perspective d'emploi, chômeurs de longue durée, expulsés, retraités vivement chichement voire misérablement, SDF, etc.), les autres au contraire insérés professionnellement voire organisés syndicalement. Et rapidement se sont ainsi manifestées, ici et là, des velléités voire la ferme volonté de créer une jonction entre ces mouvements et le monde du travail, y compris avec des luttes prolétariennes en cours, menées dans un cadre syndicat classique ou en dehors d'un tel cadre.

Du côté des *indignados*, on a noté la présence dans les assemblées, dès le début, de membres des syndicats de « lutte de classes » (CNT, CGT) ; et, à partir de la mi-juin, pointe l'idée d'appeler à une grève générale en dehors et par-dessus les organisations syndicales, idée finalement concrétisée le 15 octobre ; et, surtout, l'implication dans le mouvement plus largement d'éléments populaires aura pu être obtenue grâce au « détour » par les assemblées de quartier qui se sont tenues à partir du début juin. Mais c'est outre-Atlantique, d'une manière surprenante pour le regard que nous portons habituellement sur l'état de la lutte des classes aux États-Unis, que le processus de jonction avec le prolétariat organisé aura été poussé le plus loin. Dès le début, le mouvement OWS recueille le soutien de sections de différents syndicats (surtout du secteur public : enseignants, infirmiers, pompiers, travailleurs des transports, etc.) et d'organisations de quartiers, toutes victimes des politiques d'austérité des administrations Bush et Obama. À New York, de nom-

breuses sections voire fédérations syndicales sont venues apporter leur soutien aux occupants du parc Zuccotti à New York, leur évitant d'en être délogés par la police municipale comme ils l'avaient été auparavant de Wall Street [13]. Des étudiants impliqués dans OWS sont allés manifester devant le siège de Verizon à New York (le plus important opérateur de téléphonie mobile aux États-Unis) en soutien à la grève des 45 000 salariés de l'entreprise à l'occasion du renouvellement de leur convention collective, et ont même rejoint certains piquets de grève à Los Angeles, Washington, Buffalo et Boston. Idem soutien à la grève des salariés de Sotheby's de New York sous le coup d'un *lock out*. Et c'est sur la côte Ouest que la convergence a été la plus marquée. À Los Angeles, l'implication du syndicat des enseignants des écoles publiques dans le mouvement *Occupy* est d'emblée totale. À Oakland (cinquième port états-unien par l'importance de son trafic de fret, situé dans la baie de San Francisco), début novembre, en réponse à l'appel à la grève générale lancé par le mouvement *Occupy* suite à son expulsion musclée par la police locale, s'amorce une liaison entre ce dernier et des éléments du mouvement syndical (notamment les dockers) qui va aboutir notamment au blocage du port [14]. Le 12 décembre, *Occupy* a organisé des actions de solidarité en faveur des dockers en lutte dans tous les ports de la côte ouest des États-Unis contre l'entreprise EGT, depuis la Californie jusqu'à l'Alaska, en participant à des actions de blocage, en partie ou total, des ports d'Oakland, Portland, Longview, Seattle et Vancouver [15]. Le but étant clairement désormais de parvenir à construire une convergence et une alliance durable entre les deux forces (OWS et organisations

syndicales de lutte de classe). Mais, au-delà même du renfort que les *indignados* et OWS ont pu ainsi ponctuellement apporter à ou recevoir des luttes ouvrières ou populaires, par leur seule existence, ces mouvements ont été importants par le fait qu'ils ont offert l'occasion aux éléments issus du prolétariat qui ont pu y prendre part de rompre l'isolement, la passivité et le désespoir générés par le rouleau compresseur des contre-reformes néolibérales et la suite de défaites enregistrées dans les luttes depuis trois décennies, en leur (re) donnant l'occasion de se rassembler, de discuter, d'identifier collectivement leurs problèmes et les éléments de leurs solutions (revendications), de (re) prendre conscience de leur force collective et confiance en leur propre capacité politique (au sens de capacité d'intervenir sur le cours de la vie sociale). Reste que cet ensemble de résultats est encore bien fragile, dans la mesure où, aux États-Unis comme en Espagne, le soutien du bout des lèvres des grandes organisations syndicales aux mouvements des *indignados* et d'OWS n'a été que façade destinée à masquer leur hostilité foncière qui s'est traduite par leur inaction : dans les deux cas, elles n'ont rien fait pour amplifier le mouvement et encore moins pour le relayer en direction des lieux de travail sur lesquels elles sont implantées, dont elles entendent bien continuer à faire leur chasse gardée, en tant que flancs-gardes du capital et de l'État. C'est pourtant de ce que côté ci seul que le potentiel de radicalisation manifesté par ces deux mouvements pourrait pleinement s'actualiser : c'est le jour où seront occupés non seulement les rues et les places publiques ou les logements vides ou en passe d'être vidés de leurs occupants impé-

cunieux mais encore les ateliers et bureaux des entreprises, services publics et administrations que ce qu'il reste de rage impuissante dans l'indignation pourra se muer en volonté triomphante de l'expropriation des expropriateurs.

Notes

1- Le choix de ces deux mouvements est en partie arbitraire. Il aurait été possible de se pencher également sur les différents mouvements qui ont composé le « printemps arabe » aussi bien d'ailleurs que sur le mouvement étudiant qui a affronté le gouvernement chilien pendant plusieurs mois l'an dernier, d'autant plus que l'un et l'autre ont fait partie des références des mouvements ici étudiés. Il m'a semblé cependant que les mouvements arabes et chilien présentaient des spécificités qui se prêtent mal à la comparaison avec ces derniers. Les mouvements tunisien, égyptien, libyen, etc. ont été essentiellement des révoltes contre de despotes corrompus ayant pour but de (r) établir des régimes démocratiques (au sens habituel d'un État démocratique), quitte à rapidement se rendre compte de leurs limites en tant que ces derniers n'altèrent pas fondamentalement les rapports sociaux d'exploitation et de domination sur lesquels se fonde l'oppression de classe. Quant au mouvement étudiant chilien, bien qu'il ait lui aussi été une révolte contre les conséquences des politiques néolibérales, il a été beaucoup plus étroit que ceux ici visés tant par sa base que par ses revendications.

2- Je me suis surtout appuyé sur la remarquable série d'articles sur l'un et l'autre mouvement traduits et publiés sur le site *A l'Encontre*, <http://alencontre.org/>

3- En référence à l'essai de Stéphane Hessel, *Indignez-vous !*, Indigène Éditions, Montpellier, 2010, au succès de librairie duquel ces mouvements auront contribué... et réciproquement.

4- Cela a été le cas de Charles Reeve, « Quelques notes sur le mouvement des Indignés », décembre 2011, <http://lelaboratoire.over-blog.com/article-la-proletarianisation-des-classes-moyennes-94477770.html> et de Catherine Sauviat, « « Occupy Wall Street », un mouvement social inédit aux États-Unis », *Carré Rouge*, n°46, décembre 2011, pages 18-29.

5- Cf. *Entre bourgeoisie et prolétariat : l'encadrement capitaliste*, L'Harmattan, 1989.

6- Introduction de la rédaction de *A l'Encontre* à l'article de Gary Lapon, « L'endettement des étudiants, une forme de servitude sous contrat », <http://alencontre.org/>, mis en ligne 15 novembre.

7- Catherine Sauviat, op. cit., page 24.

8- Cf. « Antilibéralisme ou anticapitalisme ? », *A Contre-Courant*, n°119, novembre-décembre 2000.

9- Cf. Charles-André Udry, « OWS, les signes annonciateurs d'un « nouveau bloc social » ? », <http://alencontre.org/>, mis en ligne 9 octobre 2011.

10- Cf. Jaime Pastor, « « L'état de rébellion » est survenu... pour rester », <http://alencontre.org/>, mis en ligne le 27 juin 2011.

11- Introduction de la rédaction de *A l'Encontre* à l'article de Jaime Pastor, « L'enthousiasme du 15 – M est toujours vivant », <http://alencontre.org/>, mis en ligne le 19 octobre 2011.

12- Cf. Blair Ellis et Laura Durklay, « Prêts à occuper nos maisons ! », <http://alencontre.org/>, mis en ligne 5 janvier 2012.

13- Cf. Samir Sonti, « Les syndicats et le mouvement d'occupation », <http://alencontre.org/>, mis en ligne le 4 novembre 2011.

14- Cf. Eric Ruder, « Un jour d'audace à Oakland », <http://alencontre.org/>, mis en ligne le 5 novembre 2011.

15- Cf. Ragina Johnson, Alex Shmaus et Dana Blanchard, « Occupy et le blocage des ports de la côte Ouest », <http://alencontre.org/>, mis en ligne le 24 décembre 2011.